

En soutien à la lutte des Travailleuses et travailleurs Sociaux !

**collectif
des olieux**



**assemblée ouverte
tous les dimanches
à partir de 14h**
contacts & informations:
<https://olieux.herbesfolles.org>
collectifolieux@gmail.com

Lille, le 11 décembre 2018

« Pourquoi quand un mineur arrive en France, à Lille, on n'a pas confiance en ce qu'il raconte, pourquoi on le soupçonne de mentir au lieu de le prendre en charge, l'héberger, le scolariser ?

Quand on se présente à EMA, le service du département d'évaluation de la minorité et de mise à l'abri, ils nous donnent une date de rendez-vous lointaine, souvent une quinzaine de jours après. Ils ne nous proposent pas d'hébergement, comme l'oblige pourtant la loi, nous disant qu'il n'y a pas de place. Ils nous envoient au squat du « 5 étoiles » ou nous disent d'aller voir la police. Depuis quand la police est responsable de l'hébergement des mineurs en France ?

Même quand on va voir l'avocate et que le tribunal ordonne de nous héberger, en réaffirmant la loi, on nous dit encore qu'il n'y a pas de place. Le département préfère payer des astreintes plutôt que de trouver des solutions d'hébergement.

L'entretien d'évaluation de minorité dure plusieurs heures, parfois jusqu'à 5h sans manger et sans boire. On nous pose énormément de questions, auxquelles nous ne savons pas toujours répondre. Ils essayent de savoir avec qui on est en contact, ils prennent notre numéro de téléphone et notre facebook pour tout vérifier. Ils jugent notre physique, nos vêtements, nous trouvent parfois trop propres ou trop bien habillé.e.s pour être isolé.e.s. C'est un vrai interrogatoire de police !

Ils ne justifient pas toujours pourquoi ils refusent notre minorité. C'est même déjà arrivé qu'un jeune reçoive un appel avant son jour d'évaluation lui disant qu'il devait venir chercher le résultat alors même qu'il n'avait pas passé l'entretien : il a été refusé directement...

Lorsque certains d'entre nous sont reconnu.e.s mineur.e.s, après cette longue période d'attente à la rue, le dispositif TRAJET, que M Lecerf juge si efficace, leur demande d'attendre à nouveau pour un hébergement. Une fois l'hébergement trouvé, la prise en charge éducative est loin de satisfaire leurs besoins. D'ailleurs, comment voulez-vous avec 65 euros par jour au lieu de 170 euros pour un mineur français, dit « jeunes de nos quartiers » par Mr Lecerf ?!

Lorsque notre minorité n'est pas reconnue par le département, nous sommes complètement abandonné.e.s. Nous n'avons aucun moyen de prouver ce qu'ils nous demandent, dans les conditions où nous sommes. Faire venir ses papiers ou se déplacer pour les faire légaliser à Paris coûte très cher, nous n'avons rien. Aucune administration française ne nous prend en charge car nous ne sommes considéré.e.s ni mineur.e.s ni majeur.e.s.

Nous souhaitons que le Département et l'Etat prennent de nouvelles dispositions pour que nous soyons protégé.e.s. Nous souhaitons avant tout aller à l'école, être formé.e.s, dans les meilleures conditions possibles, comme la loi le dit. Ce sont les droits de l'enfant : droit à l'éducation, droit aux loisirs, droit à la paix et à la sécurité, droit à la protection ! »

« Si on se retrouve là, devant vous, à prendre la parole ensemble, c'est parce qu'on vit au même endroit. Cet endroit est un entrepôt très grand qui est squatté depuis un an, et que l'on appelle ironiquement le 5 étoiles... le 5 étoiles est situé dans le quartier de Moulins à 15 minutes à pied d'ici, au 15 rue Jean Jaurès.

Si vous ne le connaissez pas, sachez que toutes les autorités responsables le connaissent bien puisque ce sont eux, l'Etat et le département, qui nous envoient là-bas à travers le service EMA pour les mineurs, ou le 115 et l'OFII pour les majeurs.

On souhaite vous informer des conditions inhumaines de vie que nous sommes en train de subir. Personnellement, depuis que je suis arrivé à Lille, je dors sous une tente dans ce hangar froid. Evidemment il n'y a pas de chauffage, l'électricité est ultra dangereuse, j'ai froid, je suis constamment malade, et je passe avec mes amis mes journées entre les différentes associations pour chercher à me laver, à m'habiller, à manger. On me dit d'appeler le 115, ce que je fais tous les jours mais on me répond à chaque fois "Désolé, il n'y a pas de place mais on vous enregistre".

On veut que ça change, on veut avoir des réponses positives, on veut être protégé le temps de notre procédure de demande d'asile, comme le dit la loi.

On veut être traité.e.s dignement, comme tout être humain.

Au 5 étoiles, il n'y a pas que nous, les personnes en demande d'asile. Il y a des mineurs, mais aussi des personnes à la rue, il y a eu plusieurs familles dont des mères célibataires, il y a des personnes toxicomanes qui ont besoin d'aide. La cohabitation dans la misère est très difficile. Trop de gens s'entassent, on est près de 200 maintenant. On ne vit pas, on survit là-bas.

Il y a même des personnes qui sont en formation ou qui vont à l'école, mais c'est impossible de bien étudier quand on vit dans cet endroit. Comment garder la tête disponible ?

Une audience au tribunal au mois d'octobre a eu lieu pour que l'on puisse avoir des hébergements...ce qu'on n'a pas eu, mais le tribunal a quand même condamné la mairie et l'Etat à nous mettre des toilettes.

UN AN POUR POUVOIR FAIRE NOS BESOINS DIGNEMENT !

Pourtant nous avons écrit 3 fois à la mairie sans réponse ! »

Cet endroit est un bel exemple de la casse du social. Et ce n'est pas le seul...

Depuis trois ans, depuis la naissance de notre Collectif, nous dénonçons la lâcheté, le dédain et le rejet volontaires des institutions (ir)responsables vis à vis de ces personnes. L'incompétence à laquelle nous nous confrontons quotidiennement, celle des services du Département en premier lieu, mais aussi celle de l'Etat, est le résultat d'un véritable choix politique d'exclusion et de répression systématiques des personnes exilé-e-s. Ce choix pèse sur les conditions de vie de toutes ces personnes et sur les conditions d'exercice des travailleuses et travailleurs sociaux.

Alors que M Lecerf se gargarise auprès du Premier Ministre pour que son Département soit considéré comme "un modèle à suivre", se flattant de la mise en place des nouveaux dispositifs jugés efficaces par ses soins, EMA,TRAJET... De nôtre côté, nous n'observons qu'une dégradation de l'accompagnement socio-éducatif.

De même, le squat "5 étoiles" aujourd'hui, comme le Parc des Olieux et la Gare Saint Sauveur hier, n'ont pas vu le jour par volonté des personnes exilé-e-s à la rue mais bien par une absolue nécessité ! Alors, M Lecerf, on vous invite à venir passer une nuit au "5 étoiles" pour vous rendre compte par vous-même à quoi ressemble votre politique sociale dont vous vous vantez sans honte là où vous vous promenez. Non, M Lecerf, les problèmes principaux du Département ne sont pas les MNA et le RSA, comme vous aimez le déclamer à longueur de journée !

En tout cas, on est pas venu pour vous faire la holà, nous sommes toutes et tous ensemble réuni.e-s ici, car votre mépris sans borne envers les travailleuses et travailleurs du social et les personnes nécessitant une aide ou une prise charge doit impérativement cesser !

**On ne plantera pas nos vies
Dans vos tentes pourries.
Crèvera pas ravi
Dans vos camps (d)rancis.
De rues en parcs, domestiqués
J'ai faim et froid, hiver comme été.
Expulsé, raillé, humilié, exploité
Je garde ma dignité et les poings serrés.
L'Afrique n'a pas plié
Sous les pleurs et les bêlements.
Mais ravagée
Par vos pillages, vos massacres et vos sacrements.
Colonisé, exilé
Seul-e et sans argent
Sans présent ni destinée
Et rien à écrire sur son testament !
La France, son administration, ses papiers et ses alibis
Se jouent de nous, pour un Non, pour un Oui, pour un Mais,
Peu m'importe, désormais
Je me bats, vis et grandis ici !**